



## Acte pour le marché unique : 12 leviers

**Commission européenne :** Le collège des commissaires a adopté, 13 avril 2011, la communication "Acte pour le marché unique. Douze leviers pour stimuler la croissance et renforcer la confiance. Ensemble pour un nouvelle confiance" (COM(2011) 206/4). Elle fait suite à la consultation publique lancée le 27 octobre 2010 sur la communication "Vers un Acte pour la marché unique" (voir bulletin 273).

La communication dit que la consultation publique (800 réponses reçues) "a mis en évidence une forte attente de la société civile, tant en termes de développement des potentialités de marché unique pour favoriser la croissance et l'emploi que de dimension sociale du marché intérieur et de protection des services publics". A partir des éléments reçus, douze "leviers" ont été identifiés et pour chacun il est proposé une action clé qui fera l'objet d'une proposition législative en 2011. Les SIG ne font pas partie des 12 priorités et n'apparaissent que dans le levier 10 sur la cohésion sociale. Même si la communication affirme qu'ils "constituent une composante essentielle du modèle social européen", elle se contente de reproduire les intentions qui figuraient déjà dans la communication d'octobre 2010.

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/smact/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/smact/index_fr.htm)

**Intergroupe Services Publics du Parlement européen :** Les membres de l'Intergroupe ont exprimé leur déception après l'annonce des douze propositions de la Commission européenne. Françoise Castex (S&D) regrette que les recommandations faites le 6 avril 2011 par le Parlement européen (voir bulletin 277/278) n'aient pas été prises en compte, Sophie Auconie (PPE) attend plus d'ambition sur les SIG, Pascal Canfin (Verts) estime que les SIG auraient dû faire l'objet d'une priorité à part entière, Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL) regrette que la Commission s'en tienne à sa position traditionnelle sur les SIG et refuse de tirer les conséquences des articles 9 et 14 du TFUE.

**Comité des Régions :** Suite à la présentation par la Commission européenne des "12 leviers", le Comité des Régions "regrette vivement que les trois piliers, social, économique, gouvernance, restent globalement déséquilibrés au regard du nombre des mesures proposées, de leur nature, de la précision de leur contenu mais également de l'état d'avancement de leur mise en œuvre" et recommande à la Commission de regrouper au sein d'un premier paquet de mesures l'ensemble des propositions relatives à l'accès aux services essentiels".

♦ Le **Comité des Régions** a adopté, le 1er avril 2011, le rapport (ECOS-V-009) de Jean-Louis Destans (S&D, France) sur la proposition d'Acte pour le marché unique d'octobre 2010 la Commission européenne (voir bulletin 273).

Dans ses recommandations relatives aux services d'intérêt général, le Comité des Régions recommande à la Commission de mettre en œuvre toutes les avancées du Traité de Lisbonne qui peuvent conduire à rétablir la confiance des citoyens de l'Union dans le marché unique, notamment l'article 3 TUE qui fixe de nouveaux objectifs sociaux pour l'Union, la Charte des droits fondamentaux, l'application de la "clause sociale transversale" (article 9 TFUE), ainsi que l'accès universel des citoyens de l'UE aux services d'intérêt général garantissant à tous à des services essentiels dans leur territoire de vie (article 14 TFUE et protocole 26 sur les SIG). Il rappelle que le protocole et l'article 14 TFUE "reconnaissent à la fois la spécificité et la diversité des services d'intérêt général, y compris les SSIG, et la compétence prioritaire des États membres en ce qui concerne la fourniture

.../...

## The Single Market Act: 12 levers

**The European Commission:** On April 13<sup>th</sup>, 2011 the College of Commissioners adopted the Communication entitled "Single Market Act. Twelve levers to boost growth and strengthen confidence. Working together to create new growth" (COM (2011) 206/4). This is a follow up to a public consultation launched on October 27<sup>th</sup>, 2010 on a communication entitled "Towards a Single Market Act" (see Bulletin 273).

The communication underlines that the public consultation (with 800 responses received) "revealed high expectations from the civil society, in terms of both the development of the Single Market's potential to foster growth and employment as well as the social dimension of the internal market and the protection of public services". From the collected contributions, twelve "levers" have been identified and, for each one of them a key action has been adopted, and that will lead to a legislative proposal in 2011. The SGI are not part of the 12 priorities and appear only in lever number 10 on social cohesion. Even though the communication states that they "constitute an essential component of the European social model", it simply repeats the intentions that were already included in the communication of October 2010.

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/smact/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/smact/index_en.htm)

**The Public Services Intergroup of the European Parliament:** The Intergroup members have expressed disappointment over the announcement of the twelve proposals by the European Commission. Françoise Castex (S&D) regrets that recommendations made on 6<sup>th</sup> April 2011 by the European Parliament (see bulletin 277/278) have not been taken into account, Sophie Auconie (EPP) expects more ambition on SGI, Pascal Canfin (Greens) deems that SGI should be a priority on their own, Marie-Christine Vergiat (GUE / NGL) regretted that the Commission sticks to its longstanding position on SGI and refuses to draw consequences of Articles 9 and 14 of the TFUE.

**The Committee of the Regions:** Following the presentation by the European Commission of the "12 levers", the Committee of Regions "deeply regrets that the three pillars, social, economic and governance remain, generally, unbalanced in terms of the number of proposed measures, their nature, the exactness of their content but also as regards the status of their implementation" and recommends that the Commission group together, in a first package, all proposals which concern access to essential services".

♦ **The Committee of the Regions**, on the 1<sup>st</sup> April 2011, adopted the report (V-009-ECOS) by Jean-Louis Destans (S & D, France) on the proposal for The Single Market Act of October 2010, by the European Commission (see Bulletin 273).

In its recommendations, regarding services of general interest, the Committee of the Regions calls upon the Commission to implement all relevant resolutions achieved through the Lisbon Treaty, which can lead to restoring the confidence of the citizens of the Union in the single market, in particular, Article 3 TEU, which lays down new social objectives for the Union, the Charter of Fundamental Rights, the implementation of the "transversal social clause" (Article 9 TFEU) as well the universal access for EU citizens to services of general interest, thus ensuring, for all citizens, essential services in their places of residence (Article 14 TFEU and Protocol 26 on SGI). It recalls that the Protocol and Article 14 TFEU "recognize both the specificity and diversity of services of general interest, including SSGI and the primary competence of Member States as regards the provision

.../...

de ces services, et souligne cependant que la large marge de manœuvre dont les collectivités régionales et locales doivent pouvoir disposer conformément au traité de Lisbonne, requiert pour sa mise en œuvre une base juridique de droit dérivé définissant les interactions avec d'autres politiques communautaires. Il regrette à ce titre que la Commission n'ait pas pris d'initiative sur la base de l'article 14 TFUE, laissant ainsi la Cour de justice UE se prononcer sur des questions qui mériteraient pourtant d'être clarifiées par le législateur conformément au principe de responsabilité démocratique".

Il recommande à la Commission de faire siennes les 25 propositions du 3<sup>e</sup> Forum sur les SSI organisés par la Présidence belge de l'UE en novembre 2010, notamment dans le cadre de la révision du paquet sur les aides d'Etat : il demande qu'il soit pleinement tenu compte dans l'élaboration des propositions législatives, notamment pour ce qui relève des SIEG, des procédures de marché public et des concessions, conformément aux principes de libre administration des autorités locales, de proportionnalité et de subsidiarité.

---

## Cour de Justice

**Aides d'Etat :** Dans un arrêt du 24 mars 2011 rendu dans les affaires jointes T-443/08 et T-455/08, le Tribunal dit que dans le cas d'un apport en capital par une autorité publique à une entreprise dont une partie est qualifiée d'aide d'Etat compatible avec le marché commun conformément à l'article 87.3, la Commission doit en préciser le montant exact car cela est susceptible d'avoir une conséquence sur le montant des intérêts que le bénéficiaire de l'aide devra payer. En l'occurrence, l'aide de 350 millions d'euros que l'Allemagne a accordée à l'aéroport de Leipzig-Halle pour construire une nouvelle piste couvre pour une part certains frais relevant de l'exercice de missions publiques sur lesquels il ne peut pas être demandé d'intérêts.

**Distinction entre marché public de services et concessions de services :** Dans un arrêt C-2474/09, du 10 mars 2011, la Cour rappelle que la différence entre un marché public de services et une concession de services réside dans la contrepartie de la prestation de services. La qualification de concession de services exige que le pouvoir adjudicateur transfère au concessionnaire l'intégralité ou une part significative du risque encouru, mais dans certains secteurs d'activité, en l'occurrence des services de secours, le transfert d'un risque d'exploitation très limité suffit pour qualifier une concession de services. Dans de tels secteurs il ne serait pas raisonnable de demander à une autorité publique concédante de créer des conditions de concurrence ; toutefois, si en l'état actuel du droit communautaire, les contrats de concession de services ne sont régis par aucune directive, de tels contrats doivent respecter les règles fondamentales du traité de l'UE (articles 49 et 56 TFUE) et l'obligation de transparence.

---

## Initiative citoyenne

Le règlement relatif à l'initiative citoyenne (UE n° 211/2011) est paru au Journal officiel de l'UE le 11 mars 2011 (L65/1). Il établit les procédures et conditions requises, ainsi que le prévoit l'article 11 du traité de l'Union européenne et l'article 24 du traité sur le fonctionnement de l'UE, pour que au moins un million de citoyens européens puissent demander à la Commission européenne de soumettre une proposition d'acte juridique en application des traités.

---

## Nouveau site CELSIG

Nous vous invitons à visiter le site web du CELSIG [www.celsig.org](http://www.celsig.org) qui a été totalement rénové. Il comporte en particulier un moteur de recherche exclusif qui permet d'accéder en 3 clics à toute l'actualité européenne des 15 dernières années sur les services d'intérêt général, sur la base des 275 numéros parus de Nouvelles News Europe, avec deux approches, sectorielle et transversale. Cet outil exceptionnel met à la disposition de tous les éléments de la problématique des services d'intérêt général et de l'intérêt général en Europe.

of these services and underlines, however, the fact that the wide discretion which regional and local authorities must have, under the Lisbon Treaty requires, for its implementation, a legal basis of secondary legislation defining interactions with other Community policies. The report regrets, in this connection, that the Commission has not yet taken any initiative in this direction on the basis of Article 14 TFEU, thus leaving it to the European Court of Justice to rule on matters which would, nevertheless, warrant clarification by the legislator, in accordance with the principle of democratic responsibility".

It recommends that the Commission endorse the 25 proposals of the 3<sup>rd</sup> Forum on SSI organised by the Belgian Presidency of the EU in November 2010, particularly in the context of the revision of the package on State Aid; it calls upon the Commission to take full account of this objective when framing its legislative proposals, particularly regarding SGEI and procedures on procurement and concessions, in line with the principles of administrative freedom of local authorities, proportionality and subsidiarity.

---

## Court of Justice.

**State aid:** In a judgment dated March 24<sup>th</sup>, 2011 regarding joined cases T-443/08 and T-455/08, the Court said that in the event of a capital injection by a public authority to an undertaking, in which part of the capital in question is classified as State aid compatible with the common market in accordance with Article 87.3, the Commission must specify the exact amount, because the contribution can have an effect on the amount of interest the recipient of the assistance will have to pay. In case at hand, the aid of 350 million euro that Germany granted to the Leipzig-Halle airport to build a new runway covers, in part, some expenses related to the exercise of public missions, thus, on which no interest can be claimed.

**Distinction between public service contract and service concessions:** In a judgment number C-2474/09, of 10 March 2011, the Court observed that the difference between a public service contract and a services concession is based on the consideration of the provision of services. The characterization of services concession requires that the contracting authority transfer to the dealer all, or a significant portion, of the risk involved but, in some sectors, namely the emergency services, the transfer of very limited operational risk would be enough to qualify as a services concession. In such areas it would be unreasonable to ask a concession-grating public authority to set up conditions for competition; nevertheless, if the current state of Community law, contracts for concession services are not governed by any instructions, such contracts shall respect the fundamental rules of the EU Treaty (Articles 49 and 56 TFEU) and the requirement of transparency.

---

## Citizens' initiative.

The Regulation on the Citizens' Initiative (EU No. 211/2011) was published in the EU Official Journal, dated March 11<sup>th</sup> 2011 (L65/1). It lays down necessary procedures and requirements, as provided for in Article 11 of the Treaty of the European Union and Article 24 of the Treaty on the Functioning of the EU, according to which at least one million European citizens can ask the Commission to submit a proposal for a European legislation, in application of the Treaties

---

## New site for CELSIG

You are invited to visit our new CELSIG, [www.celsig.org](http://www.celsig.org), website which has undergone dramatic renovation. It includes, in particular, an exclusive search engine that provides access, in just 3 clicks, to any European news on services of general interest covering the last 15 years, based on the 275 past issues of the News Europe bulletin, and offering two approaches, sectoral and transversal. This unique tool places at the disposal of everyone all the information concerning the issues of services of general interest and of general interest in Europe.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Pour recevoir par e-mail [www.celsig.org](http://www.celsig.org)